



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. limitée
12 octobre 2010
Français
Original: anglais

Cinquième session

Vienne, 18-22 octobre 2010

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

**Examen de l'application de la Convention des Nations Unies
contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles
s'y rapportant: consultation d'experts sur le Protocole contre
le trafic illicite de migrants par terre, air et mer**

États-Unis d'Amérique: projet de décision

Application du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

La Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée,

Rappelant les fonctions qui lui sont assignées dans l'article 32 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée¹, *rappelant* aux États parties l'ensemble des obligations qui leur incombent en vertu du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer², additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et *rappelant* sa décision 4/5,

1. *Prie instamment* les États Membres qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de ratifier la Convention contre la criminalité organisée, et plus particulièrement le Protocole relatif aux migrants, ou d'y adhérer;

2. *Se félicite* des résultats des consultations d'experts gouvernementaux tenues durant sa cinquième session;

3. *Se félicite également* de la récente publication de la *Loi type contre le trafic de migrants* et du manuel de formation de base sur les enquêtes et les poursuites relatives au trafic illicite de migrants (*Basic Training Manual on Investigating and Prosecuting the Smuggling of Migrants*), qui constituent des outils

* CTOC/COP/2010/1.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, n° 39574.

² Ibid., vol. 2241, n° 39574.



utiles pouvant aider les États parties à appliquer les dispositions du Protocole relatif aux migrants, et encourage les États à en faire usage pour renforcer leur capacité à lutter contre le trafic illicite de migrants;

4. *Apprécie* les efforts faits en 2009 et 2010 par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en vue de renforcer les capacités des États par le biais de plusieurs ateliers régionaux de formation sur les enquêtes et les poursuites relatives au trafic illicite de migrants, et encourage les États à appuyer, à titre prioritaire, la poursuite de ces ateliers;

5. *Salue* les travaux actuellement menés dans le cadre des réunions d'experts accueillies par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en vue d'élaborer un manuel traitant de manière approfondie des enquêtes et des poursuites relatives au trafic illicite de migrants;

6. *Se félicite* de la publication des documents de travail sur le trafic illicite de migrants ("A short introduction to migrant smuggling") et sur le trafic illicite de migrants par air ("Migrant smuggling by air") et de la tenue de réunions d'experts sur ces thèmes; prend note des recommandations utiles qui sont formulées dans ces documents pour renforcer la coopération entre les services de contrôle aux frontières, les services de détection et de répression et les autorités et le personnel des aéroports et des compagnies aériennes; et prie le Secrétariat de réunir un groupe d'experts, sous réserve que des ressources extrabudgétaires soient disponibles, en vue d'élaborer un document de travail sur le trafic illicite de migrants par mer;

7. *Se félicite également* de la récente publication du guide pour le renforcement des capacités d'analyse de documents à des fins de criminalistique (*Guide for the Development of Forensic Document Examination Capacity*³) et de la tenue, en décembre 2009, d'une réunion d'experts sur ce thème, et prend note des recommandations utiles formulées dans le guide pour renforcer la capacité des États à contrôler leurs frontières et à sécuriser les documents de voyage;

8. *Note* que l'application des lois et des politiques relatives au trafic illicite de migrants est complexe et qu'elle suppose nécessairement l'intervention de nombreux services, et recommande que les États parties établissent des organes interinstitutions chargés d'en assurer la coordination;

9. *Prie instamment* les États parties de renforcer, comme indiqué dans la section sur la prévention, la coopération et autres mesures du Protocole relatif aux migrants, les mesures visant à prévenir le trafic illicite de migrants et à intensifier l'échange d'informations entre les États parties et les autorités compétentes;

10. *Réaffirme* l'importance qu'il y a à ce que, conformément aux articles 12 et 13 du Protocole relatif aux migrants, les États parties garantissent l'intégrité des documents de voyage ou d'identité et coopèrent entre eux pour vérifier, sur demande et dans un délai raisonnable, la légitimité et la validité des documents dont on soupçonne qu'ils ont été utilisés pour le trafic illicite de migrants;

11. *Engage* le Secrétariat à élaborer, en coordination avec les États parties, des outils qui les aident à renforcer l'intégrité des documents de voyage et d'identité et à promouvoir la coopération entre eux en vue de prévenir l'usage impropre de ces documents.

³ Publication des Nations Unies, numéro de vente: E.10.IV.8 (version française à paraître).